

page 191

lectures

PE

L'Euro en danger

Didier Cahen

Paris, Odile Jacob, 2025, 368 pages

Can Europe Survive? The Story of a Continent in a Fractured World

David Marsh

New Haven, Yale University Press, 2025, 528 pages

Les livres de Didier Cahen et de David Marsh abordent, sous deux angles différents, la même question : comment les Européens ont-ils réagi à la fin du communisme et aux mutations de la mondialisation ? Comment faire face aux défis d'aujourd'hui ?

L'un insiste sur l'Union économique et monétaire (UEM), l'autre a une approche plus large, mais les contenus de ces deux ouvrages se recoupent. Ils sont denses au point qu'il est difficile d'en refléter la richesse dans une brève recension. David Marsh a conduit des dizaines d'entretiens avec des acteurs cruciaux de cette époque, ce qui donne à la lecture un ton très vivant. Didier Cahen fournit de nombreux chiffres sur les évolutions économiques. Dans les deux cas, le propos est clair, agréable à lire, étayé.

Les deux auteurs sont des acteurs du même monde : la finance. Aussi accordent-ils une place particulière à ce secteur, notamment à l'action des banques centrales. C'est d'autant plus intéressant que, pendant longtemps, les enjeux de financement de l'économie ou de vulnérabilité budgétaire des États n'étaient pas au centre des études touchant à la géopolitique ou à la construction européenne. À certains égards, la finance a même longtemps constitué l'angle mort du marché intérieur, comme des réflexions sur la puissance. La monnaie unique a été créée sans souci de mettre en place une union bancaire, ni une union des marchés de capitaux permettant de mieux canaliser l'épargne à l'échelle de l'Union européenne (UE) entière, pour investir dans les secteurs risqués d'avenir. La principale place financière de la monnaie unique, comme David Marsh le rappelle, se trouvait à Londres, dans un État membre ayant décidé de rester en dehors de la zone euro.

Le lecteur trouvera ici une mine d'informations sur le processus qui a conduit à la création de l'euro, sur les vertus et les limites de l'union monétaire (Cahen), mais aussi une excellente explication des raisons pour lesquelles « la puissance de feu financière » est essentielle pour rester dans la course technologique (Marsh). Ce dernier explique également fort bien comment l'essor de l'UEM a influé sur le rapport des Britanniques à l'UE. Souverainement, ils ont décidé de rester en dehors de l'euro. Ils n'ont pas toujours mesuré qu'ils se marginalisaient eux-mêmes.

Le choix du temps assez long constitue la force de ces ouvrages. En étudiant une quarantaine d'années d'histoire de l'Europe, leur regard échappe à la myopie de l'actualité. Les deux ouvrages évoquent d'ailleurs de nombreux acteurs

aujourd'hui disparus, comme Helmut Kohl, François Mitterrand, Jacques Delors ou Henry Kissinger. Ils ne négligent pourtant pas les enjeux plus brûlants liés à des développements récents : l'évolution de Vladimir Poutine, l'invasion de l'Ukraine, le retour de Donald Trump, les politiques monétaires et budgétaires post-Covid-19.

Les deux auteurs sont sans complaisance. Didier Cahen scrute de près les politiques économiques de la France. L'irrespect des règles européennes, vu parfois à Paris comme une affirmation de souveraineté, est montré pour ce qu'il est : un but contre son camp. Il décrit admirablement les conséquences qu'ont eues, pour les Français, les politiques de facilité privilégiant la connivence avec les autres gouvernements au Conseil ou à la Commission, négligeant le besoin de réformes. Il critique également la Banque centrale européenne pour une politique de *quantitative easing* trop généreuse, qui a fini par détourner les investisseurs de la prise de risque et nourrir les inégalités sociales. David Marsh ne se prive pas non plus pour décrire l'instabilité gouvernementale britannique depuis le Brexit ou les fanfaronnades de Boris Johnson.

Cette lucidité ne les empêche pas de donner aussi des exemples positifs. Didier Cahen décrit le redressement récent du Portugal. David Marsh souligne les efforts de Keir Starmer pour renouer les fils de la relation avec l'UE, dans un contexte géopolitique délicat. Tous deux évoquent les progrès de l'Europe monétaire, politique, à la suite de l'unification allemande. Le lecteur de ces analyses stimulantes ne manquera pas de sujets de réflexion. Pour ma part, ces ouvrages m'amènent à trois interrogations.

Tout d'abord, qu'est-ce que « l'Europe » ? Il n'est pas anodin que David Marsh, Britannique, utilise ce terme. Il a certes raison de souligner les liens, voire la communauté de destin, qui unissent les pays européens au-delà de l'UE. Le Royaume-Uni, la Norvège, la Suisse ou l'Ukraine partagent avec les pays de l'UE une histoire commune, de nombreuses valeurs et affrontent aujourd'hui les mêmes dangers. Toutefois, la limite de cette approche saute aux yeux. Sauf destruction nucléaire totale, le continent européen – en tant qu'entité géographique – survivra. La question n'est pas tant la perpétuation du continent que son organisation et, comme on dirait en allemand, son affirmation politique (*Selbstbehauptung Europas*). Si nous ne nous dotons pas d'une organisation démocratique, unifiée, capable de prendre rapidement des décisions et de porter la voix des Européens sur la scène mondiale, « l'Europe » restera un rêve inachevé, simple espace géographique marqué par des affinités mais incapable comme tel de peser sur les événements. Joachim Nagel l'écrit au détour d'une phrase, sans développer, dans la préface : « *Europe is more than a few powerful countries.* »

Et lorsque David Marsh évoque l'incapacité de l'UE à bâtir une union politique, on a envie de lui rappeler, en toute amitié, l'incalculable contribution des Britanniques à cet échec : en refusant de s'engager dans l'union monétaire (et même, dans les années 1950, dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier) en raison de son caractère supranational ; en rejetant la mise en commun de compétences en matière de diplomatie et de défense, notamment en raison de leur

« relation spéciale » avec les États-Unis ; en défendant bec et ongles des budgets européens fondés sur une logique « de juste retour » et des rabais intouchables ; en soutenant des élargissements sans fin en vue de diluer le projet politique. À tout pécheur miséricorde, surtout quand le Brexit est venu conclure ces décennies d'amour vache par un désastre contraire à l'intérêt national britannique.

Didier Cahen parle quant à lui de l'Union européenne, l'euro étant – faut-il le rappeler ? – la monnaie de toute l'Union, que tous les États (sauf le Danemark) se sont engagés à adopter. Son ouvrage entre donc beaucoup plus dans les processus de décision de l'UE et l'imbrication des prérogatives entre États et autorités de Bruxelles et Francfort. Il rappelle, à raison, que les gouvernements sont responsables non seulement de leurs choix budgétaires mais plus encore des réformes structurelles nécessaires à la prospérité, touchant au marché du travail, aux systèmes de retraite et de sécurité sociale, à l'éducation, à la recherche et à l'innovation, etc. Toutefois, là encore, le raisonnement appelle une remarque : il ne suffit pas, comme disait Tommaso Padoa-Schioppa, de « remettre la maison en ordre », au niveau national. Il faut aussi s'occuper de l'intérêt de l'ensemble de l'UEM.

Au-delà de chaque appartement, il y a les « parties communes ». L'intention des fondateurs était de créer des liens irréversibles. Aussi le lecteur peut-il se demander si les remèdes proposés par Didier Cahen suffiront à tirer l'euro des dangers qu'il décrit fort bien. Par exemple, la question de l'*enforcement* des règles communes est peu abordée. Les violations répétées des engagements pris ne sont-elles pas dues au fait que l'article 126-10 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne exclut (de manière discrète, pour ne pas dire hypocrite) la Cour de justice du champ de la monnaie unique ? Chacun sait que, sans le rôle joué par la Cour de justice, le marché unique n'existerait pas. Dans une communauté de droit, il n'y a rien de choquant à ce que les manquements soient sanctionnés par un arbitre placé au-dessus du jeu politique.

La deuxième réflexion que ces livres m'inspirent est qu'il faut remettre les personnes au cœur du projet européen. David Marsh a raison de souligner que les quatre enjeux majeurs sont « l'énergie, la défense, l'industrie et la monnaie ». Mais le succès des politiques qui devront être menées dans ces domaines, notamment pour renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe, requiert à l'évidence un plus grand soutien populaire : pas de mix énergétique décarboné sans la participation des consommateurs/citoyens ; pas de défense sans sentiment d'appartenance allant jusqu'à l'esprit de sacrifice ; pas d'industrie sans ingénieurs bien formés ; pas de monnaie sans confiance des usagers, ni politique économique sensée. De même, les suggestions de Didier Cahen pour plus d'équité dans la politique monétaire, plus d'incitation au risque dans les choix économiques et plus d'efforts dans les décisions budgétaires touchent à l'évidence à la vie des gens. Sans doute cet aspect aurait-il mérité plus de développements.

Pour préserver tous les privilèges – la paix, la prospérité, la stabilité – que nous avons goûtés sans toujours en mesurer le prix, il faudra plus qu'une vague « géo-localisation » sur un continent appelé Europe ou un trajet comme passager clandestin dans l'UEM. Nous devrions travailler de manière plus sérieuse à consolider

le sentiment collectif qui nous habite. À l'état d'intuition, ce sentiment existe. Nous en faisons tous l'expérience lors de nos voyages hors d'Europe, où nous mesurons soudain notre chance d'être soignés gratuitement, de vivre dans des villes dotées de cafés et de jardins publics. Face à l'exécution de condamnés à mort et aux discriminations contre les femmes ou les homosexuels, nous sommes tous choqués, comme devant les images de la guerre en Iran, en Ukraine ou au Liban.

Enfin, ces deux ouvrages pourraient faire plus de place aux risques transversaux liés au dérèglement du climat et à la surconsommation des ressources naturelles, qui auront, si nous ne nous en occupons pas dans une optique transnationale, des conséquences redoutables sur notre santé, sur nos entreprises, comme sur les relations internationales. La planète entière est en danger, au-delà de la monnaie unique ou de notre continent.

Sylvie Goulard

Ancienne sous-gouverneure de la Banque de France
et ministre des Armées

Géopolitique des religions. Un nouveau rôle du religieux dans les relations internationales ?

Blandine Chelini-Pont, Roland Dubertrand et Valentine Zuber

Paris, Le Cavalier Bleu, 2025, 232 pages

Radicalités religieuses. Au cœur d'une mutation mondiale

Alain Dieckhoff (dir.)

Paris, Albin Michel, 2025, 352 pages

Géopolitique religieuse en Méditerranée. Dynamiques et enjeux

Imad Khillo et Blandine Chelini-Pont (dir.)

Paris, Hermann, 2025, 358 pages

L'Afrique des religions. À l'épreuve des chiffres et des catégorisations

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Nathalie Bernard-Maugiron et Aurélien Dasré (dir.)

Paris, Maisonneuve et Larose/Hémisphères, 2026, 174 pages

Le nouveau pouvoir évangélique

Sébastien Fath

Paris, Grasset, 2026, 504 pages

Jamais l'étude des religions et de leur impact sur les relations internationales n'aura connu un tel foisonnement d'ouvrages et d'analyses. Sans être ignorée en tant que telle, la religion demeurerait en marge des approches théoriques classiques qui privilégiaient le réalisme des rapports de force politiques et économiques. Les religions ressortissaient à l'ordre des représentations symboliques valorisant du fait de leur mobilisation par certains États des objectifs de politique étrangère ou de coopération internationale. Plutôt que son retour, la prise en compte du facteur religieux s'est imposée. Elle pointe la montée en puissance dans les relations internationales d'autres référents normatifs, en lieu et place d'idéologies en cours durant la guerre froide désormais tombées en relative désuétude. Les lignes nouvelles de clivage puiseraient dans le registre religieux les fondements d'un ordre axiologique nouveau, où des « retours à l'authenticité » et des « défenses de la tradition », voire de « la civilisation », baliseraient l'émergence d'un espace international caractérisé par des marqueurs identitaires à forte coloration religieuse ou spirituelle.

Il reste qu'un tel schématisme dans l'approche du fait religieux occulte la poursuite de la sécularisation, certes inégale, du monde qui se forge aussi dans les systèmes de vie, de comportements et de convictions attachés aux modes consuméristes et hédonistes d'un progrès post-moderne. C'est dire la complexité des

articulations du religieux sur des phénomènes de société plus vastes et plus diversifiés selon les continents et les régions, sans oublier les emprunts opérés par des mouvements radicaux et violents de formes expressives et de logiques de légitimation propres au religieux et à ses registres lexicaux.

À tous ces égards, l'ouvrage consacré à la géopolitique des religions constitue une excellente introduction aux diverses problématiques du religieux dans les relations internationales. Les auteurs dressent comme une cartographie des religions sur le plan mondial en balayant systématiquement les lieux, les réseaux, les thématiques investis par l'action des religions. Sans doute faut-il commencer par relever la place et le rôle des acteurs religieux dans les relations internationales. Le catholicisme fait figure d'exception, représenté qu'il est par un État. Pour autant, la représentation institutionnelle d'une religion peut épouser des formes variables. Elle peut concerner des regroupements d'États qui se revendiquent d'une religion commune, comme l'Organisation de la coopération islamique, ou des structures rassemblant des dénominations confessionnelles relevant d'une même religion, comme le World Council of Churches (rassemblant des Églises protestantes et orthodoxes) ou le World Fellowship of Buddhists (représentatif du bouddhisme sur le plan international). Ces mouvements issus des sociétés civiles, progressant en visibilité globale, se dédient principalement à la défense des libertés religieuses. Les débats internationaux autour de notions comme celle de la liberté de conscience, consignée dans les diverses déclarations des droits de l'homme, voient s'impliquer les religions à travers leurs institutions ou structures représentatives. Certains États n'hésitent pas à les suivre dans cette direction.

Les auteurs consacrent à cet égard un chapitre intéressant aux « usages du religieux » dans les relations entre États, où sont passées en revue les différentes diplomaties auxquelles ces usages donnent naissance, du traitement le plus laïque au prosélytisme d'État. Sans surprise pour un ouvrage présentant un panorama global des acteurs ainsi que des formes d'expression et de manifestation du religieux, le chapitre conclusif aborde le radicalisme religieux à l'œuvre sur le plan international. Les auteurs soulignent la complexité de la violence meurtrière qui agit par attentats et massacres. Elle ne saurait relever d'une seule cause mais articule bien plutôt, selon les contextes, de l'Irlande aux Philippines en passant par le Moyen-Orient, des facteurs multiples sublimés en mobilisations à dominante religieuse.

L'effervescence religieuse qui s'est emparée de nombreux groupes, mouvements ou États dans le monde fait précisément l'objet de l'ouvrage consacré aux « radicalités religieuses ». D'emblée, une question de terminologie s'impose, note Alain Dieckhoff. Le recours à des désignations générales, telles que « fondamentalisme » ou « intégrisme », échoue à rendre compte de réalités religieuses séparées comme le nationalisme religieux, le djihadisme ou des orientations de vie tournées vers l'intériorité spirituelle : hassidisme ou évangélisme protestant. Dès lors, le coordonnateur de l'ouvrage dit avoir opté pour le terme de « radicalités » afin de subsumer des phénomènes complexes sous une catégorie qui autorise à distinguer entre une radicalité synonyme de strict retour à l'orthodoxie et à l'observation des prescriptions dite « radicalité piétiste », signe d'un quasi-retrait du monde, et

une radicalité qu'il nomme « activiste », tendue vers la transposition de la règle religieuse en normes et lois sur le terrain social et politique. Sous cette dénomination, le consensus sémantique ainsi dessiné opère comme un moyen terme méthodologique qui permet, à côté de réflexions plus notionnelles et de sociologie des religions, de regrouper une riche palette d'études de cas nationaux, régionaux ou transnationaux où se noue l'articulation du religieux et du politique.

Le vaste panorama, étayé par une bibliographie par chapitre, des situations parcourues va de l'étude des « radicalités catholiques » en Europe, suscitées par les réticences et résistances de la part des milieux traditionalistes face aux orientations du concile Vatican II, au « nationalisme chrétien » aux États-Unis, en passant par l'instrumentalisation du référent orthodoxe par le pouvoir poutinien. L'expansion de la « droite évangélique ultraradicale » au Brésil fait l'objet d'une fine analyse. De même que l'étude consacrée à Israël souligne, après le rappel du sionisme laïque à l'origine du projet fondateur de l'État hébreu, les trajectoires distinctes entre « ultra-orthodoxie », sionisme religieux et activisme religieux violent.

L'ouvrage consacre une part importante des études de cas à l'analyse de l'islam au Moyen-Orient et en Asie. La dialectique sociologique tensionnelle entre islam de combat et salafisme quiétiste est abordée dans les cas de l'Égypte et de l'Arabie saoudite. Sans oublier, comme le rappelle une étude comparée, « transnationale », de l'islamisme, que la dominante porteuse du projet s'est déplacée d'une visée d'instauration d'un califat global vers des programmes politiques ajustés au plus près des réalités propres à chaque État. Une autre piste intéressante s'ouvre dans l'ouvrage à travers des perspectives centrées autour de la jonction entre nationalisme et religion, dans les cas turc, indien et du nationalisme bouddhiste au Myanmar.

Les thématiques développées dans l'ouvrage, dense et documenté, consacré à la « géopolitique religieuse en Méditerranée » recoupent les grands axes de la réflexion politologique confrontée au revivalisme religieux. Moins inattendu, toutefois, que dans la partie septentrionale de la mer commune, dans la mesure où les sociétés musulmanes ou arabo-musulmanes connaissent des débats plus anciens concernant l'impact de la religion sur l'évolution des mœurs, comme de la politique. Espace paradigmatique que celui de la Méditerranée, par la proximité qu'il donne à voir entre ses deux rives, qui ouvre à la fois à la rivalité et à la conquête, et aux échanges et contacts des cultures et des religions. C'est à juste titre que les directeurs de l'ouvrage ont insisté sur la profondeur historique du champ méditerranéen en privilégiant son appréhension, voire sa configuration, souvent par de vieilles diplomaties, telles celle de la France analysée à partir du XVI^e siècle jusqu'à l'époque récente des printemps arabes ou encore celle de l'Empire ottoman poursuivie par la Turquie contemporaine sous la direction de l'AKP, le Parti de la justice et du développement emmené par Recep Tayyip Erdoğan. La politique étrangère de l'Arabie saoudite présente de son côté un cas emblématique de diplomatie religieuse à la fois par son activisme, son influence politique et son poids économique et financier. Cette position de pointe, qui mêle des éléments de *soft power* et des moyens de puissance financière, permet au royaume de conforter une diffusion d'un islam conservateur sur les deux rives

de la Méditerranée. On saura gré aux concepteurs de l'ouvrage d'avoir consacré une dernière partie au dialogue interreligieux et à la diplomatie des acteurs religieux. C'est là une autre dimension de la diplomatie qui, pour n'être pas pratiquée par des diplomates de carrière, n'en concerne pas moins, et au premier chef, ceux qui peuvent par leur action exercer un rôle sur les dynamiques sociales de la paix.

L'Afrique est le continent où la compétition, si on nous permet l'expression, se donne à voir de la manière la plus vive. Le christianisme et l'islam se partagent de vastes zones de présence et de missions. Sans réduire le tableau aux seules religions abrahamiques qui se partagent la grande masse des croyants, il faudrait faire toute leur place aux religions traditionnelles, souvent vécues en hybridation avec les monothéismes, dans un contexte de progression des Églises du réveil et de cadres constitutionnels différenciés énonçant les rapports entre l'État et les religions. *L'Afrique des religions* se penche par ailleurs sur la difficulté, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, à décompter les appartenances confessionnelles, tant statistiques et recensements peinent à dégager des données clairement définies face aux innovations rituelles pratiquées par une religiosité vécue comme une expérience personnelle permettant de passer d'une affiliation à une autre. Quatre cas d'étude portant sur le Bénin, les deux Congo et l'Égypte attestent de ce paysage contrasté de la recomposition religieuse, entre une socialisation traditionnelle et une modernisation multiforme des sociétés. De cet ouvrage relativement succinct, on retiendra plus particulièrement, outre la richesse des références bibliographiques, une étude centrée sur la relation religion/politique portant sur le Soudan du Sud entre « christianisation, indépendance et politique ».

Dans *Le nouveau pouvoir évangélique*, Sébastien Fath, spécialiste reconnu des Églises évangéliques, dessine une fresque ample et minutieuse de l'expansion rapide de ce mouvement puissant. Aujourd'hui, le protestantisme évangélique rassemble près de 700 millions d'adhérents sur une population chrétienne globale estimée à 2,6 milliards de personnes. Dans un ouvrage qui combine histoire et enquête, l'auteur explique la genèse de l'évangélisme parti d'Europe au temps de la Réforme pour essaimer et prospérer en Amérique du Nord avant de s'étendre en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique et en Asie. Les multiples dénominations qui structurent l'évangélisme sont porteuses de distinctions théologiques complexes qui en expliquent le développement foisonnant loin de toute centralité, les Églises évangéliques se regroupant plutôt sur le mode de la fédération. Le « nouveau pouvoir » concerne celui d'une influence portée par des croyants actifs et militants, renouvelant les formes d'entraide et de solidarité sociales. Quant à l'impact politique, contrasté, il reste réel de par l'étendue de son vivier de votants, comme au Brésil lors de l'élection du président Jair Bolsonaro et aux États-Unis où le président Donald Trump fut porté au pouvoir par une importante mobilisation du protestantisme évangélique.

Le regain d'influence des religions et leur articulation à la vie politique nationale ou internationale est-il un *momentum* voué à s'effacer devant l'inexorable avancée de la sécularisation ? Ou doit-on considérer que la religion, qu'elle soit portée par une conviction croyante ou qu'elle constitue un marqueur identitaire à usage multiple, constitue une réplique à l'effondrement de récits culturels, voire de

représentations du monde, fondateurs de valeurs communes ? Le débat n'est pas près de se clore, porté, de plus, par des temporalités sociales différentes selon les nations.

Joseph Maïla

Professeur de géopolitique à l'ESSEC

Relations internationales

POPULISM AND FOREIGN POLICY

Sandra Destradi et Johannes

Plagemann

Oxford, Oxford University Press,

2025, 344 pages

Peut-on définir une politique étrangère populiste ? À l'heure où le populisme se normalise un peu partout dans le monde, le livre de Destradi et Plagemann pose plus qu'une question – il lance un véritable défi. L'idéologie populiste demeure difficile à saisir : elle repose avant tout sur une opposition binaire entre un « peuple » idéalisé, supposé détenir des réponses simples à des problèmes complexes, et une élite décrite comme corrompue et déconnectée.

Cette définition minimale rend déjà délicate toute tentative de généralisation. Au-delà du clivage peuple/élite, il est en effet ardu d'identifier un dénominateur commun entre des populismes de gauche (comme ceux d'Aléxis Tsípras ou de Jeremy Corbyn), ceux de droite (Matteo Salvini, Donald Trump), voire même du centre. Conscients de cette difficulté, les auteurs font le choix de déplacer notre regard vers le « Sud global » à travers quatre études de cas : la Bolivie d'Evo Morales, l'Inde de Narendra Modi, la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan et les Philippines de Rodrigo Duterte. À ces cas largement documentés dans le livre s'ajoute, en fin d'ouvrage, une brève comparaison avec trois cas européens : la Hongrie de Viktor Orbán, le Royaume-Uni de Boris Johnson, l'Italie du gouvernement

Conte I avec Luigi Di Maio et Matteo Salvini.

La grande diversité de ces terrains constitue l'un des principaux atouts du livre. Elle permet de mettre en lumière à la fois des points de convergence et des divergences marquées, tout en évaluant concrètement les inflexions opérées par les dirigeants populistes une fois installés au pouvoir. Contrairement à une idée reçue, les auteurs montrent que les populistes ne sont pas systématiquement isolationnistes. Certes, ils accordent une importance centrale à la souveraineté, mais cela ne les empêche pas de soutenir certaines formes de coopération internationale. La Turquie d'Erdoğan renforce ainsi son action en matière d'aide internationale ; l'Inde ou la Bolivie maintiennent leur soutien à l'ONU ; et le cas de Boris Johnson illustre même un usage stratégique du multilatéralisme, notamment à travers son implication dans la COP26 de Glasgow – et sa redécouverte à cette occasion de l'urgence climatique.

L'apport théorique majeur de l'ouvrage réside toutefois dans la mise en évidence de deux variables explicatives : la personnalisation et la mobilisation. La première renvoie au degré d'implication personnelle du leader dans un dossier, la seconde à la capacité de cet enjeu à mobiliser son électorat. Lorsque ces deux facteurs sont élevés, la politique étrangère tend à devenir plus imprévisible, marquée par des ruptures claires, une forte volatilité et une certaine intransigeance. À l'inverse, lorsque l'un de ces éléments fait défaut, les orientations restent globalement stables.

Si cette grille d'analyse est éclairante, elle soulève aussi une interrogation. En refermant l'ouvrage, on peut se demander si ces mécanismes ne dépassent pas

le seul cadre du populisme. Des dirigeants souvent qualifiés d'« anti-populistes », tels que Barack Obama, Emmanuel Macron ou Angela Merkel, n'ont-ils pas, eux aussi, façonné leur politique étrangère en fonction de ces logiques de personnalisation et de mobilisation ? Dès lors, la spécificité du populisme apparaît peut-être moins nette qu'annoncé, ce qui constitue à la fois la limite et l'intérêt de cet ouvrage.

Thibault Muzergues

LES NOUVEAUX ESCLAVAGISTES. LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS, UNE ÉCONOMIE SOUTERRAINE

Barbie Latza Nadeau

Paris, Grasset, 2026, 360 pages

L'esclavage est un crime qui nous vient du fond des âges. S'il est banni par les traités internationaux, sa pratique demeure, comme en Mauritanie (dernier pays à l'avoir officiellement aboli en 1981) et ailleurs sur tous les continents sous des formes qui empruntent à la modernité.

Il y a celle que nul n'ignore et qui depuis des décennies piège massivement ceux qui ont un désir de migration. Des millions de victimes, mues par le désir d'Europe ou d'Amérique autant que par la volonté de fuir les guerres, s'en remettent à des passeurs qu'elles payent, membres de gangs internationaux animés par un lucre assorti de cruauté. Hommes, femmes, enfants sont réifiés, deviennent des objets que l'on viole, vend, prostitue. Les récits sont glaçants. Et si la Méditerranée est un cimetière autant qu'une autoroute du désir d'Europe, le Sahara est un charnier humain plus grand encore qu'une

mare nostrum parcourue de navires de secours.

L'intérêt du livre n'est pas là. Il est dans la mise à jour de formes nouvelles d'esclavage. Pas tant celle que l'on retrouve dans nos rues, constituée de jeunes hommes pédalant pour livrer des sushis à une bourgeoisie bohème se croyant compatissante en plaidant pour la régularisation de ceux qui la servent – qui seront immédiatement remplacés par d'autres irréguliers que, de nouveau, elle utilisera pour son confort. Ce sont ces ateliers de travail forcé que l'on trouve en Asie, des enclaves qui renvoient au XIX^e siècle européen au cœur d'économies à la pointe du XXI^e. C'est la Chine enfermant la main-d'œuvre ouïgoure. Ce sont ces pays d'Asie du Sud-Est où usines et prisons vont de pair et où les rémunérations sont aléatoires. La mondialisation n'a pas seulement mis à mal les industries européennes, elle a permis, grâce à la concurrence, d'affaïsser dans maints endroits la condition salariale. C'est ce que décrit ce livre.

Le plus glaçant, c'est ce que permettent les progrès de la médecine dans l'utilisation des corps. Il y a le trafic d'organes, chèrement vendus à travers le monde, prélevés sur des victimes, des femmes en particulier, qui sacrifient leur rein afin de pouvoir nourrir leur famille. C'est le cas en Afghanistan. Quand les victimes à qui on a fait miroiter des gains ne sont pas proprement enlevées, comme en Égypte, et amputées jusqu'à la mort.

L'Europe n'est pas exempte de formes modernisées de marchandisation des corps. Le chapitre consacré au marché international de la gestation pour autrui (GPA) est particulièrement éclairant. Avant la guerre, l'Ukraine a été un des

haut lieux de la GPA – qui incite une femme à vendre sa capacité procréatrice pour combler le désir d'enfants de riches couples. La Bible se fait déjà l'écho de l'appel à une mère porteuse pour surmonter l'infertilité d'une épouse : Sarah, femme d'Abraham, lui présente son esclave Agar afin qu'elle puisse porter l'enfant qu'elle ne peut lui donner. Et déjà la Bible rapporte que cette transgression n'est pas sans effets symboliques dommageables. Il n'est pas certain que le fait de payer une mère de substitution enlève la dimension négative de cette pratique, comme le croient ses promoteurs.

Ce livre est une alerte. L'acceptation des multiples formes d'esclavage moderne ne met pas seulement en tension notre appartenance à une humanité commune, elle sape l'idée même de civilisation ayant comme pierre angulaire la dignité de tous.

Didier Leschi

UNFROZEN: THE FIGHT FOR THE FUTURE OF THE ARCTIC

Mia Bennett et Klaus Dodds
New Haven, Yale University Press,
2025, 352 pages

Alors que les derniers modèles climatiques prédisent que l'Arctique pourrait être libre de glace l'été d'ici 2035-2040, l'ouvrage de Mia Bennett et Klaus Dodds offre une réflexion sur l'avenir de cette région confrontée à de multiples défis, et souvent objet de fantasmes.

Klaus Dodds et Mia Bennett proposent une remarquable rétrospective et réflexion d'actualité sur les évolutions

de la région depuis la guerre froide jusqu'à nos jours, en intégrant les événements les plus récents dans leur analyse. Le livre n'a pas pour ambition de proposer des recherches nouvelles sur la région, ni un apport théorique. Sa force est de mêler rétrospective historique et appréciation des enjeux contemporains de la région sans tomber dans le sensationnalisme médiatique. Son originalité réside dans la manière dont les auteurs combinent leurs expertises et leurs narrations pour rendre compte clairement d'enjeux complexes, opérant à différentes échelles spatiales et temporelles. Ils livrent un aperçu impressionnant, à la fois synthétique et détaillé, des différents bouleversements (géopolitiques, climatiques, environnementaux, sociaux) de la région arctique. Pour cela, ils mobilisent tant la littérature scientifique sur le changement climatique que l'analyse stratégique, en passant par la géologie et la préhistoire, et entremêlent différentes voix et perspectives – des représentants inuits aux espions russes en passant par des activistes environnementaux.

Il s'agit là avant tout d'un ouvrage non académique et les spécialistes de l'Arctique n'apprendront sans doute rien de révolutionnaire sur le sujet, mais ils pourront apprécier l'exercice de synthèse ainsi que la perspective unique et pluridisciplinaire que donnent les auteurs à l'analyse géopolitique de la région. Par ailleurs, il est bien documenté et le style narratif, mêlant connaissances académiques de spécialistes et anecdotes personnelles de leur expérience de terrain, donne au livre son originalité de ton et permet d'ancrer l'analyse géopolitique régionale dans la réalité locale, de terrain, sans tomber dans le jargon académique. En cela, il se distingue avec brio des analyses caricaturales de la région, éloignées des réalités de terrain, tout en offrant un récit

vivant, bien écrit et facile à lire. Il rend ainsi bien compte des enjeux entremêlés de la région et de leur complexité, en restant abordable pour un large public.

Le livre est structuré en dix chapitres centrés sur des problématiques propres à la région arctique (introduction, conséquences du changement climatique, définition de la région arctique, séquelles de la colonisation, ressources naturelles et extractivisme, gouvernance de la région, enjeux militaires et stratégiques, revendications politiques autochtones et conclusion), familières aux spécialistes mais qui pourront surprendre le public plus large, à l'instar du débat sur les limites géographiques et politiques de l'Arctique. Cela permet de situer l'analyse géopolitique dans des débats essentiels pour les populations locales, notamment autochtones, et de constituer un ouvrage de référence pour toute personne cherchant une introduction approfondie et nuancée aux enjeux de la région.

Émilie Canova

GÉOPOLITIQUE DE L'ÉDUCATION. UN VECTEUR DE PUISSANCE AU CŒUR DES ENJEUX INTERNATIONAUX

Hugues Moussy

Paris, Le Cavalier Bleu, 2026,

176 pages

Que l'éducation soit un enjeu politique ou économique, nul ne le conteste. Qu'elle constitue un objet géopolitique à part entière, voilà ce que soutient Hugues Moussy dans un essai stimulant. En proposant de penser les systèmes éducatifs à l'aune des rivalités internationales, l'auteur ouvre un champ analytique inédit – du moins en

langue française, l'expression « géopolitique de l'éducation » n'y ayant jamais été employée comme telle.

La thèse centrale est limpide : dans un monde où la compétition technologique, scientifique et culturelle participe de la structuration des rapports de puissance, nul État ne peut s'imposer sans disposer d'un système éducatif performant, influencer celui des autres et, si possible, affaiblir celui des adversaires. L'éducation cesse d'être un simple bien public national pour devenir une ressource stratégique, inégalement répartie à l'échelle du globe, au même titre que les ressources naturelles ou économiques. Les universités dominantes, les capacités de recherche, les meilleures performances scolaires se concentrent dans un nombre restreint de pays, creusant un fossé qui redouble les fractures géopolitiques existantes.

L'ouvrage s'articule en trois temps. La première partie cartographie les inégalités éducatives mondiales et décrit le « grand jeu universitaire », c'est-à-dire la compétition internationale pour attirer étudiants, chercheurs et talents. La deuxième explore les usages stratégiques de l'éducation : comme vecteur de puissance économique et technologique (*hard power*) et instrument d'influence culturelle et diplomatique (*soft power*), elle est désormais intégrée aux stratégies de compétitivité des États. La troisième partie, la plus originale, réintroduit la conflictualité au cœur d'un domaine trop souvent présenté sous un angle technocratique. L'auteur y analyse les violences symboliques qui traversent les systèmes éducatifs, les attaques contre l'école en Afghanistan, au Nigeria principalement, et les résistances locales que suscite la diffusion mondiale du modèle scolaire moderne.

Particulièrement féconde est la lecture que Moussy propose des classements internationaux (PISA, Shanghai, etc.) comme instruments de gouvernance mondiale par les nombres. Loin d'être neutres, ces outils produisent des hiérarchies, orientent les politiques publiques et uniformisent les représentations de ce que devrait être une éducation « performante ». Ils participent ainsi d'une forme de *soft power* discret mais puissant.

L'ouvrage n'esquive pas ses propres limites. L'auteur reconnaît le caractère exploratoire de son entreprise : certaines régions et certains thèmes restent sous-traités, les acteurs privés du numérique éducatif demeurent à la marge et les transformations induites par l'Intelligence artificielle appelleraient aujourd'hui un développement spécifique.

Ces réserves n'entament pas l'intérêt de la démarche. En restituant à l'éducation sa pleine dimension politique, comme instrument stratégique et régisseur des inégalités, Hugues Moussy offre aux chercheurs en relations internationales et aux praticiens des politiques éducatives un cadre de lecture original et salutaire, tout en attirant l'attention d'un plus grand public sur une réalité du monde trop longtemps laissée dans l'ombre.

Éric Mechoulan

LES MOTS DU NOUVEAU MONDE

Delphine Allès, Bertrand Badie
et Stéphane Paquin
Paris, CNRS Éditions, 2026,
296 pages

Ce livre part d'un constat simple : décrire le monde et son organisation

requiert un arsenal conceptuel adéquat mais aussi une actualisation permanente, compte tenu des profondes évolutions de l'ordre international. À ce titre, les auteurs relèvent trois ruptures fondamentales depuis 1945 : la décolonisation, la dépoliarisation et la mondialisation. La première a fait émerger de nouveaux acteurs, la deuxième a rendu plus fluides les relations internationales débarrassées du carcan d'un monde bi- ou unipolarisé, la troisième a créé des interdépendances complexes entre une multitude d'acteurs publics et privés.

Forts de ce constat, les auteurs se donnent pour mission d'examiner les « mots du nouveau monde » dans une perspective critique : « Ils doivent être découverts, consolidés, analysés dans leurs inévitables ambiguïtés. » En d'autres termes, l'ouvrage ambitionne d'analyser les bouleversements sémantiques entraînés par la configuration internationale inédite de notre temps. Trente et une notions sont ainsi examinées. Pour chacune, on trouve une (pré)histoire du terme, son ou ses sens dans le champ des relations internationales ainsi qu'une courte bibliographie.

Au risque de se livrer à un inventaire à la Prévert, on mentionnera l'ensemble des notions abordées dans l'ouvrage en les regroupant autour de quatre champs. Certaines ont trait à la nouvelle configuration ou aux nouvelles conditions du système international (anthropocène, apolarité, connivence, fluidité, gouvernance mondiale, inter-socialité, multi-alignement, post-hégémonie, postcolonialisme, décolonialisme). D'autres traitent des questions liées à l'espace ou aux espaces (déterritorialisation, localisation, mondialité-mondialisation, régionalisation, Sud global). D'autres encore abordent les rivalités internationales (bataille des

normes, désinformation, nouveaux conflits internationaux, paix, privatisation [de la guerre], sécurité humaine, *smart power*, sécurité globale). Enfin, un certain nombre tiennent à des questions de représentations du monde (altérité, civilisationnisme, décentrement, genre, identification, identitarisme, récit, reconnaissance, subjectivité).

Il faut reconnaître à l'ouvrage une indéniable qualité pédagogique. La langue est claire, le propos accessible, et de nombreux étudiants et enseignants trouveront de quoi nourrir leur compréhension des relations internationales. Toutefois, on regrettera que l'ouvrage ne dise pas « d'où il parle ». La grille d'analyse est en effet celle de la sociologie constructiviste des relations internationales ; elle est marquée par un anti-réalisme constant, un rejet tout aussi fort de l'institutionnalisme libéral, les auteurs affirmant par exemple « les faiblesses » et « l'habillage conceptuel » de la notion de *smart power*. La géopolitique est, elle aussi, attaquée dans la notice relative à la « déterritorialisation » – un débat qui avait opposé en son temps Bertrand Badie et Yves Lacoste –, tandis que l'apolarité de notre monde est affirmée comme une évidence. Ces positions sont éminemment respectables, mais elles ne font pas l'unanimité parmi les théoriciens des relations internationales, une réalité que les auteurs auraient pu relever ; la puissance heuristique de l'ouvrage s'en trouve malheureusement obérée.

Frédéric Munier

Économie

THE WORLD AT ECONOMIC WAR: HOW TO REBUILD SECURITY IN A WEAPONIZED GLOBAL ECONOMY

Rebecca Harding

Londres, London Publishing Partnership, 2025, 176 pages

Rebecca Harding est économiste et préside le Centre for Economic Security. Elle défend ici l'idée qu'un conflit économique mondial a débuté, et qu'il nécessite une refonte profonde de nos mentalités et de nos politiques publiques.

Ce nouveau paradigme s'est ouvert avec la première présidence Trump en 2017. Pour l'autrice, il est urgent de comprendre que sécurité militaire et sécurité économique sont les deux faces d'une même pièce. La guerre économique pose deux défis majeurs aux sociétés occidentales : elle menace leurs valeurs démocratiques et affecte leur capacité à financer leur propre défense. Pour étayer son argumentaire, Rebecca Harding affirme que la guerre économique ne se résume pas aux blocus, sanctions, contrôles des exportations, gels d'actifs et autres perturbations des chaînes d'approvisionnement. Ce sont désormais les relations économiques et commerciales, les systèmes financiers, les outils technologiques et les flux de données qui font l'objet d'une instrumentalisation croissante, en particulier de la part de la Russie, de la Chine et des États-Unis.

Les exemples fourmillent, du mercantilisme forcené de Donald Trump à la

volonté chinoise de dédollariser l'économie mondiale. Le lecteur découvre également avec stupeur à quel point les infrastructures critiques britanniques et l'armée américaine dépendent de fournisseurs chinois. Simultanément, et de façon assez simpliste, Rebecca Harding déplore une fragmentation brutale du monde entre, d'un côté des pays émergents dominés par la Russie et la Chine, et de l'autre une sphère occidentale avec les États-Unis comme chef de file.

La fin du livre contient une série de recommandations destinées aux États européens. Il est d'abord proposé que l'économie devienne l'une des composantes des forces armées, au même titre que les armées de Terre et de l'Air, la Marine ou les dimensions spatiale et cyber. Ensuite, le traité de l'Atlantique nord devrait calquer son article 2 (qui prévoit la « collaboration économique ») sur son article 5, afin que les membres de l'OTAN puissent solidairement répliquer à des agressions survenant dans le cadre d'une guerre hybride. Par ailleurs, les chaînes de valeur globales devraient être renforcées par la création d'une institution multilatérale chargée de financer la sécurité et la défense du continent, ainsi que par l'instauration d'une nouvelle architecture financière encourageant les financements mixtes et subventionnant les prêts au secteur de l'armement au sens large. Enfin, toutes ces mesures demeureront lettre morte sans une opération vérité auprès des opinions publiques.

Si l'ouvrage a le mérite de traiter d'un sujet essentiel, il souffre néanmoins de quelques défauts. Rebecca Harding s'appuie sur les travaux de Clausewitz et sur la notion de « commerce stratégique » forgée par Paul Krugman, mais

a oublié les analyses de Samuel Huntington – qui, dès 1989, prédisait que la fin de la guerre froide ouvrirait une période de forte instabilité et de violence dans les relations internationales – et d'Edward Luttwak sur la géoéconomie. En outre, l'autrice n'aborde ni les arbitrages budgétaires douloureux, ni les effets inflationnistes qu'impliquent ses recommandations.

Norbert Gaillard

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU POPULISME

Alexandre Chirat, Gilles Ivaldi
et Émilie Sartre
Paris, La Découverte, 2026,
128 pages

Le politiste Gilles Ivaldi et les économistes Émilie Sartre et Alexandre Chirat présentent une étude approfondie et subtile du populisme à travers le monde. Ils identifient six approches théoriques. L'approche idéationnelle définit le populisme comme une « idéologie fine », capable d'absorber des idéologies solidement établies. L'école socioculturelle appréhende le phénomène à travers son pouvoir de mobilisation sociale. L'analyse politico-stratégique se focalise sur l'action d'un leader charismatique. L'approche économique considère comme populistes les politiques macroéconomiques négligeant les contraintes extérieures. L'approche discursive examine la conflictualisation des identités politiques. Enfin, l'analyse généalogique voit le populisme comme une réaction plébéienne survenant en période de crise.

Les racines du populisme sont de plusieurs natures : d'un côté, l'automatisation croissante qui a fragilisé la classe

ouvrière, la mondialisation qui s'accélère à partir des années 1980 et la crise financière de 2008 ; de l'autre, la hausse de la corruption, le sentiment de déclassement économique et social des citoyens, et leur défiance à l'égard des gouvernants. Quelles que soient les orientations politiques des partis populistes, ces derniers remettent systématiquement en cause le constitutionnalisme, l'état de droit et la démocratie représentative. Néanmoins, le référent clé diffère : peuple « classe » pour les populistes de gauche, peuple « ethnos » pour ceux de droite et appel à la démocratie directe de la part des populistes « centristes ».

Le tour du monde des populismes est non moins passionnant. L'Amérique latine constitue un laboratoire du « populisme macroéconomique ». Fondé sur des stratégies d'industrialisation par substitution des importations, une recherche effrénée de la croissance économique et une redistribution des revenus au détriment de la stabilité des prix et de la maîtrise de l'endettement, il a souvent abouti à des crises politiques et financières – comme le montrent le péronisme et le néopéronisme en Argentine. Une forme de populisme néolibéral triomphe en Europe de l'Est dans les années 1990 et 2000. Les programmes de privatisation sont souvent menés dans un contexte anti-élite et anti-idéologique. Plus récemment, ces politiques ont pris un tournant nationaliste tout en gardant des éléments de la *doxa* néolibérale. Le positionnement économique de la droite radicale populiste demeure hétérogène et déconcertant. En Europe de l'Ouest, ses options politiques sont comparables à celles des libéraux, contrairement à l'Europe de l'Est où elles présentent des proximités avec les programmes socialistes traditionnels. Dans tous les cas, ces populistes de

droite revendiquent un chauvinisme social et une pensée « productriciste » (selon l'expression développée par Gilles Ivaldi), consistant à stigmatiser « profiteurs » et « assistés ».

En dépit de quelques jugements contestables, inscrivant par exemple la politique conduite par Lula da Silva entre 2003 et 2011 dans la lignée du « populisme macroéconomique », ou classant Recep Tayyip Erdoğan comme populiste néolibéral, cet ouvrage est indispensable pour les lecteurs désireux de mieux comprendre le phénomène populiste. Ils apprécieront sa rigueur, sa clarté et sa bibliographie abondante.

Norbert Gaillard

ECONOMIC DISPLACEMENT: CHINA AND THE END OF US PRIMACY IN LATIN AMERICA

Francisco Urdinez

Cambridge, Cambridge University Press, 2025, 290 pages

L'ouvrage tombe à pic, quelques semaines après la publication de la « Stratégie de sécurité nationale des États-Unis », dont la section sur l'Amérique latine est sous-titrée *The Trump Corollary to the Monroe Doctrine*, avec deux paragraphes intitulés *Enlist* et *Expand* – *enlist* devant conduire à *expand*.

La première partie quantifie le recul commercial des États-Unis en Amérique latine (le *displacement*) et l'explique par deux facteurs principaux. Depuis le début du siècle, les États-Unis ne sont plus la seule superpuissance et les produits proposés par la Chine sont

plus adaptés à la demande latino-américaine (c'est moins vrai pour les services). D'autre part, leur moindre intérêt pour l'Amérique latine, jamais aussi bien apparu que dans la stratégie *Pivot to Asia* de Barack Obama. Si le projet d'Accord de partenariat transpacifique (abandonné par Donald Trump) incluait bien quelques pays latino-américains, il visait surtout à contenir la Chine en Asie de l'Est et du Sud-Est. Pékin a donc profité d'un vide que la « Stratégie » essaie aujourd'hui de combler. L'auteur est plus sceptique sur l'argument selon lequel l'appétit de la Chine pour les matières premières minérales et agricoles aurait facilité son entrée sur les marchés régionaux. Il l'est aussi sur le rôle de la « vague rose » (l'accès au pouvoir des gouvernements de gauche) dans la région. Pour lui, le pragmatisme économique a été bien plus important que les affinités idéologiques (d'ailleurs pas si fortes). Un exemple : le contraste entre les discours agressifs sur le « communisme chinois » d'un Bolsonaro ou d'un Milei avant leur élection, et une modération redécouverte au lendemain de celle-ci. Un autre : le projet d'infrastructure le plus emblématique construit par la Chine en Amérique latine est le port de Chancay, dont l'initiative est venue de privés péruviens, certainement peu séduits par le Parti communiste chinois.

La seconde partie traite des conséquences politiques du *displacement*. Le recul des États-Unis ne se traduit ni par un rapprochement politique des élites latino-américaines avec la Chine, ni par une préférence croissante des populations pour les « solutions chinoises » aux problèmes de développement de leur pays : Francisco Urdinez propose donc trois *policy takes*. Le premier est que la capacité relative des États-Unis et de la Chine à proposer des produits et

services adaptés continuera à être déterminante. Le deuxième est qu'il anticipe une divergence entre l'Amérique du Sud, où la Chine est déjà en terrain conquis, et l'Amérique centrale et les Caraïbes, où les États-Unis résistent. Le troisième est qu'une politique plus offensive des États-Unis (l'administration Trump en propose aujourd'hui une version radicale) contraindra les pays latino-américains à privilégier l'un des deux partenaires.

Cet ouvrage est indispensable à quiconque s'intéresse à la relation entre les deux Amériques. On se permettra deux réserves. L'analyse aurait gagné à isoler le cas d'un Mexique aujourd'hui intégré à l'économie nord-américaine. Et Francisco Urdinez sous-estime sans doute le *displacement* : si, dans quelques pays, le « basculement » n'a pas encore eu lieu, la Chine progresse bien partout, y compris en Colombie (elle devrait devenir son premier fournisseur dès 2026) et en Amérique centrale.

Jean-Louis Martin

Sécurité/Stratégie

FALLOUT: THE INSIDE STORY OF AMERICA'S FAILURE TO DISARM NORTH KOREA

Joel S. Wit

New Haven, Yale University Press,
2025, 560 pages

La Corée du Nord dispose de l'arme nucléaire. Comment expliquer cet échec majeur des négociations de contrôle des

armements ? Joel S. Wit apporte des éléments de réponse solides avec une analyse minutieuse de quatre décennies de discussions, de sommets et de sanctions entre les États-Unis et la Corée du Nord. Il est l'un des praticiens reconnus de la diplomatie nucléaire avec Pyongyang : il a participé à la négociation de l'*Agreed Framework* de 1994 et à sa mise en œuvre, avant de devenir analyste au Stimson Center et cofondateur de *38 North*. Cette double identité, d'acteur puis observateur, structure l'ouvrage : un récit d'initié adossé à un matériau d'enquête massif (entretiens, archives, mémoires d'acteurs, etc.) que reflètent les 144 pages de notes.

Divisé en vingt chapitres, le livre suit une trame chronologique, administration américaine après administration, avec une attention constante aux « mécanismes » de la décision à Washington et à la manière dont Pyongyang exploite les fenêtres politiques. Le propos relie remarquablement les crises (1993-1994, années 2000, cycles 2010, moment Trump) à des arbitrages concrets : calendrier électoral, lignes rouges fluctuantes, etc.

La thèse de Wit est sans ambiguïté : l'échec américain ne doit pas être d'abord imputé à un « mystère nord-coréen » mais à une combinaison de mésinterprétations, de mythes politiques et de choix bureaucratiques qui, sur la durée, ont laissé à Pyongyang le temps et l'espace nécessaires pour devenir une puissance nucléaire. L'un des apports les plus convaincants du livre est d'éclairer les erreurs de calcul et malentendus, en soulignant notamment l'impact des alternances sur la stratégie américaine. L'auteur élargit d'ailleurs le constat à une critique plus générale de la culture stratégique américaine : « L'incapacité à comprendre ces pays et

ce qui façonne leur comportement a conduit à une série d'échecs de la politique étrangère des États-Unis, dans des endroits comme le Vietnam, l'Irak et l'Afghanistan. La Corée du Nord, du fait de la menace nucléaire qu'elle pose, pourrait être le plus dangereux exemple de ces échecs. » Alors que Kim Jong-un est engagé dans l'accroissement massif de son arsenal nucléaire – qui pourrait atteindre 300 têtes d'ici à 2028 –, l'auteur conclut en prenant soin de cartographier des « voies praticables » vers la paix, tout en rappelant combien les opportunités étaient plus ouvertes dans les années 1990.

Malgré la densité de l'analyse et la multiplicité des acteurs, la clarté du propos, la restitution du tempo des négociations et les portraits d'acteurs rendent intelligibles des épisodes souvent réduits, dans le débat public, à des slogans. *Fallout* donne toutefois plus de place aux défaillances américaines qu'aux dynamiques internes nord-coréennes (politique du régime, économie des sanctions, évolution doctrinale du nucléaire). De même, les autres acteurs qui pèsent au premier chef sur ce dossier – Corée du Sud, Chine et Russie – demeurent peu présents au fil des pages. En somme, cet essai s'impose comme une synthèse de référence sur la fabrique de la politique américaine sur le nucléaire nord-coréen, précieuse pour comprendre pourquoi le contrôle des armements s'est ici heurté moins à l'absence d'idées qu'à l'absence de continuité stratégique. C'est, en outre, une lecture importante pour les débats actuels sur la prolifération nucléaire et la diplomatie.

Rémy Héméz

Nouvelles technologies

LES PRÉDATEURS DE L'ESPACE

Christian Davenport

Paris, Buchet-Chastel, 2026,

480 pages

Après *The Space Barons* (2018, non traduit), Christian Davenport, reporter au *Washington Post*, propose dans ce nouvel ouvrage une plongée au plus près des principaux acteurs du *New Space* américain. Il offre un témoignage à hauteur d'homme des dynamiques, parfois très personnelles, qui animent la conquête spatiale américaine.

Le livre débute au moment de l'élection de Donald Trump en 2016 et s'achève en 2024. Cette période a été charnière pour le programme spatial américain car elle a vu le lancement de nombreux projets et programmes qui, encore aujourd'hui, structurent le secteur. Ainsi la première partie, baptisée « Terre », couvre la période allant de 2016 à 2018 et raconte les trajectoires parallèles d'Elon Musk, de Jeff Bezos et de la NASA au moment de l'élection de Donald Trump. La deuxième partie, « Orbite terrestre », va de 2018 à 2020, période durant laquelle des programmes en développement depuis de nombreuses années prennent leur envol. Cette partie est largement consacrée à SpaceX, retraçant le vol de la fusée *Falcon Heavy* en 2018 et, surtout, les développements qui ont mené au premier vol habité de la capsule *Dragon*. La troisième partie, « Au-delà », couvre les années de 2020 à 2024, durant lesquelles se déploient les constellations de satellites, ainsi que la lutte pour obtenir les contrats lunaires de la NASA.

Le duel entre Jeff Bezos et Elon Musk, habilement exploité par Christian Davenport, donne au livre un fil directeur qui le rend particulièrement agréable à lire. L'auteur, dont on notera qu'il écrit pour le journal détenu par Jeff Bezos, reste néanmoins équitable dans son traitement des deux rivaux. Si l'on peut regretter une traduction française parfois contestable – les « Rêves de fusées » du titre original s'étant mués en « Prédateurs de l'espace » –, et si le livre fait souvent preuve d'un penchant pour l'anecdote, ces pages constituent cependant un précieux document sur les mutations profondes du programme spatial américain qui ont eu lieu sous les mandats de Donald Trump et de Joe Biden. Christian Davenport a eu accès aux acteurs clés de cette transition, et leurs entretiens, régulièrement cités tout au long de l'ouvrage, permettent de mieux saisir les motivations, tensions et contraintes d'acteurs qui tentent de façonner un avenir à la hauteur de leurs ambitions.

On y apprend ainsi que Donald Trump n'est guère intéressé par la Lune et préfère Mars, que Jeff Bezos fut profondément frustré par les performances de SpaceX, l'entreprise d'Elon Musk, au point de remettre en cause toute la stratégie de croissance de sa propre entreprise spatiale, ou encore que le nom du programme lunaire américain, Artemis, fut décidé au cours d'une conversation à la cafétéria de la NASA. Si ces petites histoires peuvent sembler triviales, elles permettent de mieux éclairer notre époque, les programmes dont les débuts sont racontés ici se poursuivant aujourd'hui : le programme lunaire Artemis n'est pas encore parvenu à poser un Américain sur la Lune, le *Starship* de SpaceX n'a pas encore atteint l'orbite terrestre et le *New Glenn* de Blue Origin a récemment subi une explosion

dévastatrice qui risque de retarder fortement son programme. Ce livre est donc un témoignage sur le vif d'une histoire en cours, qui permettra aux lecteurs de saisir la perspective américaine sur les enjeux spatiaux contemporains.

Paul Wohrer

États-Unis

FURIOUS MINDS: THE MAKING OF THE MAGA NEW RIGHT

Laura K. Field
Princeton, Princeton University
Press, 2025, 432 pages

LES LUMIÈRES SOMBRES. COMPRENDRE LA PENSÉE NÉORÉACTIONNAIRE

Arnaud Miranda
Paris, Gallimard, 2026, 176 pages

De nombreux ouvrages ont récemment tenté de cartographier les courants intellectuels liés à l'extrême droite ou, devrait-on dire, aux extrêmes droites – tant le phénomène semble pluriel, hétérogène et parfois contradictoire. Ces livres couvrent des périodes, des zones géographiques et des amplitudes politiques différentes. Deux ouvrages abordent le cas américain dans la période récente, cherchant à établir l'assise intellectuelle de la colère populiste qui a porté Donald Trump au pouvoir en 2016 et 2024. Le premier, rédigé par l'Américaine Laura K. Field sur la base d'une connaissance personnelle et encyclopédique des lieux et des personnes, présente toute la « Nouvelle Droite » américaine. Le second, publié par le

docteur associé au CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) Arnaud Miranda, se concentre sur la mouvance « néo-réactionnaire ».

Field décrit quatre courants dans la Nouvelle Droite américaine :

- Liés au Claremont Institute, fondé par Harry V. Jaffa en 1979 en Californie, les Claremonters sont des conservateurs réactionnaires, héritiers de Leo Strauss. Ils idéalisent l'Amérique des fondateurs et veulent en retrouver la pureté morale, fondée sur la Bible et la pensée grecque antique. Michael Anton, auteur en 2016 de l'influent essai pro-Trump *The Flight 93 Election*, est affilié à cette école.
- Les post-libéraux défendent une conception antimoderne du « bien commun », d'inspiration catholique « intégraliste ». Les universitaires Patrick Deneen et Adrian Vermeule estiment que le libéralisme a échoué parce qu'il est fondé sur deux erreurs : l'individualisme et le rêve d'une domination de la nature. Ils prônent un populisme économique, voire la fin de la séparation de l'Église et de l'État.
- Les nationaux-conservateurs sont des nationalistes en quête d'homogénéité culturelle, linguistique et religieuse pour les États-Unis. Ils se retrouvent lors des *National Conservatism Conferences* (NatCon), organisées par la Fondation Edmund Burke autour de son président Yoram Hazony.
- La « droite dure » (*hard right*) forme un quatrième ensemble, plus nébuleux. Cette mouvance néo-fasciste, composée d'agitateurs principalement actifs en ligne, déploie une rhétorique violente, masculiniste et raciste. L'aura qui leur est attribuée est excessive selon Field, mais c'est bien sur eux que porte le second ouvrage.

Arnaud Miranda s'intéresse en effet aux « néo-réactionnaires » (ou NRx), dont il estime qu'ils ont succédé à la *alt-right* des années 2010 pour former la matrice idéologique du second mandat de Donald Trump. Ce courant, qui s'exprime principalement sur internet *via* des blogs et des forums en reprenant les codes du *trolling* et des *mèmes*, se considère comme une véritable « contre-culture numérique » autour de cinq postulats : l'espèce humaine est hiérarchisée entre forts et faibles ; la nature humaine est essentiellement mauvaise ; la démocratie est inefficace ; les individus ont le droit de faire sécession par rapport à la société ; la technologie sera la solution.

Miranda détaille les personnages clés de la chapelle NRx : Curtis Yarvin, dit « Mencius Moldbug », le plus connu en France grâce aux publications du *Grand Continent* ; le philosophe britannique Nick Land, auteur du concept d'accélération du capitalisme ; les influenceurs Spandrell, « Bronze Age Pervert » (Costin Alamariu dans le civil) et « Zero HP Lovecraft » ; mais aussi les entrepreneurs de la tech Peter Thiel et Marc Andreessen, soutiens à la fois financiers et idéologiques.

Là où Field souligne que la Nouvelle Droite est loin de proposer un corpus idéologique unifié – cette confusion étant incarnée par le vice-président James D. Vance –, Miranda décrit lui aussi une mouvance néo-réactionnaire divisée entre « techno-futuristes », « techno-libertariens », « paléo-conservateurs », « paléo-libertariens » ou encore « nationaux-populistes ». Tous ces courants, qui ne tiennent ensemble que sous le leadership de Donald Trump, s'accordent néanmoins sur le rejet du libéralisme, du progressisme et de ceux qui les incarnent : les élites, ainsi que les minorités ethniques et de genre.

Si ces idées d'extrême droite ont réussi à infiltrer les esprits, notamment au sein du Parti républicain, leur traduction en action publique par l'administration Trump II reste floue. Les deux livres décrivent un univers intellectuel sans vraiment expliquer s'il vient en amont ou en aval des manifestations politiques et des succès électoraux, ce qui renvoie à la question de la diffusion de ces idées dans l'ensemble de la société. De même, il est très peu question des électeurs de Trump, qui furent sans doute animés par des ressorts plus divers que l'adhésion à une ligne idéologique : le charisme du président, la faiblesse des campagnes démocrates, ou encore des facteurs économiques, sociaux et culturels auxquels ils sont confrontés au quotidien. Enfin, seul l'auteur français s'interroge sur les liens de ces courants avec les intellectuels et les politiques d'extrême droite dans le reste du monde ; les analyses de Field restent exclusivement américaines.

Laurence Nardon

ABOVE THE LAW: THE UNITED STATES AND THE INTERNATIONAL CRIMINAL COURT

Daniel Krmaric
Cambridge, Cambridge University Press, 2025, 288 pages

Promouvoir les droits humains et la justice pénale internationale ou protéger une situation d'exception ? Depuis 80 ans, la politique extérieure des États-Unis alterne entre les deux approches. Quand, en juin 1998, la Conférence des Nations unies chargée de préparer le statut d'une juridiction internationale pénale permanente se réunit à Rome, les États-Unis disposent d'une influence

sans pareille, mais ils ne parviennent pas à faire prévaloir leurs vues sur l'immunité qu'ils estiment être due aux soldats américains engagés dans des opérations extérieures. Dans les derniers jours de la conférence, ils subissent une double défaite diplomatique : le projet de Statut prévoit que la Cour pénale internationale (CPI) exercera sa compétence sur les crimes commis sur le territoire des États parties au Statut quelle que soit la nationalité des personnes poursuivies, et qu'un procureur indépendant pourra engager des poursuites et déterminer les affaires qu'il entend examiner sans être soumis au contrôle du Conseil de sécurité. Soldats et citoyens américains pourront donc être poursuivis par les organes de la nouvelle CPI : en dépit des multiples garde-fous insérés dans le Statut pour éviter toute mise en cause abusive de leurs ressortissants, les États-Unis ne ratifieront jamais le traité de Rome.

Dans les vingt années qui suivent l'entrée en vigueur du Statut de Rome, l'attitude américaine à l'égard des enquêtes de la CPI se déclinera selon trois modalités : soutien quand cela correspond aux intérêts des États-Unis, opposition frontale quand ils entendent protéger leurs soldats et négligence en absence d'enjeu les concernant. Au long des administrations de cinq présidents successifs, la position américaine oscille entre hostilité brutale et bienveillance discrète, en fonction des situations examinées et des menaces perçues par Washington sur les ressortissants américains ou leurs alliés les plus proches. À deux reprises, le président Trump impose des sanctions personnelles contre plusieurs juges et procureurs, en raison des enquêtes menées sur le conflit en Afghanistan puis des mandats d'arrêt à l'encontre des responsables israéliens dans la situation en Palestine.

L'ouvrage indique pourtant que la pratique de la CPI n'a guère menacé les militaires américains. Les moyens de faire coïncider les intérêts des États-Unis avec un fonctionnement prudent de la CPI existent et sont décrits en conclusion. Riche en informations sur les débats des administrations et au Congrès, ce livre saisit avec justesse les orientations successives des trois premiers procureurs de la CPI.

Il laisse pourtant de côté les rapports avec les alliés des États-Unis, dont la France. La justice pénale internationale est l'un des domaines où un clivage transatlantique se manifeste avec acuité, en dépit de convergences fortes dans la situation ukrainienne. Les États du Sud, de leur côté, ont dénoncé les doubles standards pratiqués au Nord, en particulier par les États-Unis, à l'occasion de la situation en Palestine. La CPI survivra-t-elle aux remises en cause de la seconde administration Trump ? Krcmaric ne se prononce pas, se contentant de laisser entendre qu'un retour du balancier en faveur d'une relation apaisée et constructive reste possible.

Marc Perrin de Brichambaut

Europe

LE SHERPA. MÉMOIRES D'UN DIPLOMATE AUX AVANT-POSTES DE L'HISTOIRE

Philippe Etienne

Paris, Tallandier, 2026, 400 pages

Les mémoires de Philippe Etienne s'inscrivent dans la tradition des grands témoignages diplomatiques. Après plus

de quarante années passées au service de la diplomatie française, l'ancien ambassadeur livre un récit où l'expérience personnelle éclaire les évolutions géopolitiques des dernières décennies. De ses débuts consacrés aux affaires soviétiques et européennes à ses fonctions d'ambassadeur en Roumanie, en Allemagne puis aux États-Unis, après avoir été conseiller diplomatique d'Emmanuel Macron, il revendique le rôle du « sherpa » : celui qui prépare les décisions, facilite le dialogue et rapproche des positions parfois éloignées. Le fil conducteur du récit est celui d'un haut fonctionnaire qui, sans se placer au premier plan, a accompagné plusieurs présidents et gouvernements dans des moments décisifs de la politique internationale.

Les relations franco-allemandes constituent l'un des principaux fils rouges de l'ouvrage. Ambassadeur à Berlin de 2014 à 2017 puis conseiller diplomatique à l'Élysée, Philippe Etienne a été un acteur privilégié des échanges entre Paris et Berlin au moment où l'Union européenne traversait une succession de crises. Son récit montre que la coopération entre les deux pays repose moins sur une entente naturelle que sur un travail permanent de concertation, nourri par la confiance et la connaissance réciproques. L'un des intérêts du livre est précisément de dépasser l'image parfois convenue du « couple franco-allemand ». L'auteur souligne les divergences récurrentes sur les questions économiques, énergétiques, industrielles ou de défense. Loin d'y voir une faiblesse, il montre que ces désaccords constituent le point de départ d'un patient travail de négociation, indispensable à l'élaboration de compromis européens. Les pages consacrées aux débuts de la présidence d'Emmanuel Macron éclairent utilement ces échanges avec les dirigeants allemands

et la préparation des initiatives destinées à relancer le projet européen, notamment le traité d'Aix-la-Chapelle.

La dernière partie de l'ouvrage, consacrée à son ambassade à Washington entre 2019 et 2023, offre un contrepoint intéressant. Philippe Etienne décrit une relation transatlantique fragilisée par la première présidence de Donald Trump, dont la conception plus transactionnelle des alliances a bousculé les équilibres établis. Si l'élection de Joe Biden ouvre une nouvelle phase de coopération, les tensions suscitées par l'affaire AUKUS rappellent que les intérêts américains et européens ne coïncident pas toujours. Cette expérience renforce, selon l'auteur, la nécessité pour les Européens d'accroître leur capacité d'action commune, ce qui confère une responsabilité particulière au tandem franco-allemand.

Écrit dans un style sobre et accessible, *Le Sherpa* privilégie l'analyse des mécanismes diplomatiques plus que les révélations ou les portraits à charge. Sans prétendre livrer une histoire exhaustive de la politique étrangère française, Philippe Etienne propose un témoignage éclairant sur le métier de diplomate et sur les ressorts du dialogue international. Il rappelle, avec mesure, que la relation franco-allemande demeure l'un des fondements de la construction européenne, à condition d'être entretenue avec constance, pragmatisme et esprit de compromis.

Paul Maurice

WER VERTEIDIGT EUROPA? DIE NEUEN KRIEGSGEFAHREN UND WAS WIR TUN MÜSSEN, UM UNS ZU SCHÜTZEN

Jana Puglierin

Hambourg, Rowohlt Verlag, 2026,
256 pages

Publié dans un contexte de profonde recomposition de l'environnement stratégique européen, *Wer verteidigt Europa?* (« Qui défend l'Europe ? ») propose une nécessaire réflexion sur les conditions d'une plus grande responsabilité des Européens dans leur propre sécurité. Directrice du bureau berlinois de l'European Council on Foreign Relations, Jana Puglierin analyse les conséquences de la guerre en Ukraine, les incertitudes entourant la permanence de l'engagement américain et les défis auxquels est confrontée la défense européenne à l'aune des débats stratégiques contemporains. Relevant du genre de l'essai, l'ouvrage propose une synthèse des enjeux qui structurent aujourd'hui les débats sur la sécurité du continent.

La thèse principale de l'autrice est que les Européens sont entrés dans une nouvelle configuration stratégique, marquée à la fois par le retour durable de la guerre et par l'incertitude croissante quant aux garanties américaines. Dans ce contexte, la sécurité de l'Europe ne peut plus être pensée comme un bien public fourni de l'extérieur, mais comme une responsabilité politique assumée par les Européens eux-mêmes. L'intérêt du livre réside dans l'analyse conjointe des dimensions militaires, politiques, économiques et industrielles de cette évolution.

Publié en allemand, l'ouvrage accorde une place centrale à l'Allemagne. L'analyse de la *Zeitenwende* constitue l'une de

ses contributions les plus convaincantes. Jana Puglierin montre que le tournant annoncé en 2022 ne saurait être réduit à une hausse des dépenses militaires : il implique une transformation plus profonde de la culture stratégique allemande et une redéfinition du rôle de Berlin dans la sécurité européenne.

L'un des aspects les plus originaux du livre est le recours à un scénario prospectif situé en 2029, qui ouvre l'ouvrage. Imaginant une crise majeure dans un contexte de désengagement américain, l'autrice ne cherche pas à prédire l'avenir mais à éprouver la robustesse des dispositifs européens de sécurité. Cet exercice prospectif donne une portée concrète à son argumentation et souligne le coût stratégique de l'inaction. Jana Puglierin tente par ailleurs de dépasser les oppositions entre « autonomie stratégique » et atlantisme dans le débat stratégique. Elle défend ainsi une approche pragmatique, selon laquelle le renforcement des capacités européennes constitue moins une alternative à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord qu'une condition de sa crédibilité future.

Le format volontairement synthétique de l'ouvrage conduit l'autrice à privilégier une approche de mise en perspective plutôt qu'un développement théorique exhaustif. Ainsi les notions de puissance, de dissuasion ou d'autonomie stratégique sont-elles principalement mobilisées comme outils d'analyse, sans faire l'objet d'une discussion conceptuelle approfondie. De même, les obstacles politiques à une intégration plus poussée de la défense européenne sont évoqués de manière ciblée, ouvrant des pistes de réflexion qui pourraient être approfondies dans des travaux ultérieurs.

Wer verteidigt Europa? constitue une contribution significative aux débats contemporains sur l'avenir de la sécurité européenne. Au-delà des enjeux strictement militaires, l'ouvrage met en lumière les conditions nécessaires à l'affirmation de l'Union européenne comme acteur géopolitique dans un environnement stratégique durablement dégradé.

Paul Maurice

GÉOPOLITIQUE DU ROYAUME-UNI

Marie-Claire Considère-Charon
Paris, Presses universitaires de
France, 2026, 244 pages

« La Grande-Bretagne a perdu un empire et n'a pas encore trouvé un rôle », soulignait le secrétaire d'État américain Dean Acheson. Alors qu'un énième Premier ministre a pris le pouvoir cet été à Londres, il est utile de prendre de la hauteur sur l'errance politique mais aussi internationale que traverse le Royaume-Uni depuis qu'il s'est auto-exclu de l'Union européenne (UE) par choix référendaire il y a dix ans. Marie-Claire Considère-Charon en donne les clés de compréhension à partir des trois cercles relationnels dans lesquels le pays cherche toujours stratégiquement à s'insérer mais que le Brexit a chamboulés : l'Europe, les États-Unis et le Commonwealth.

Avec la première, la professeure honoraire de l'université Bourgogne Europe décrit « une relation tourmentée ». Et ce bien avant le Brexit. L'appui distant au projet européen dès son lancement après-guerre signale l'« ambivalence initiale » et persistante du Royaume-Uni à l'égard du continent. La sortie de l'UE, dont l'ouvrage rappelle les épisodes

saillants, n'a nullement tranché un débat relancé en 2024 par Keir Starmer. Avec une politique de rapprochement dont l'autrice dresse ici un bilan trop flatteur.

Le Brexit a aussi ôté au pays l'« utilité stratégique » en Europe dont il pouvait se prévaloir auprès des États-Unis, son autre cercle privilégié. Mais la relation spéciale apparaissait déséquilibrée depuis longtemps. Aujourd'hui, Trump en remet en cause « les fondements mêmes », au point que cette relation transatlantique « relève davantage de la mise en scène que d'une entente sincère ».

La mise en scène ressort également dans le troisième cercle qu'est le Commonwealth. Si la droite britannique y cultive la nostalgie de l'Empire, ravivée par le Brexit, et la gauche le multiculturalisme, l'ensemble forme « un espace géopolitique très fragmenté » qui commerce en pratique peu avec Londres aujourd'hui. L'experte détaille avec justesse l'échec du *Global Britain*, slogan ambitieux mais creux des Brexiteurs à défaut de constituer une politique crédible, qui s'est surtout traduit par une tentative de basculement stratégique vers l'Indo-Pacifique.

Si la description de l'exercice d'équilibre entre ces trois cercles s'attarde parfois sur des documents ou déclarations récents que l'histoire oubliera vite, elle passe en revue avec intérêt un autre exercice d'équilibre, celui que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord doit s'efforcer de tenir en son sein même. Alors que les nationalistes gouvernent actuellement à Édimbourg, Cardiff et Belfast, cette géopolitique interne, secouée ici encore par le Brexit, est aussi incontournable pour le décryptage du pays. Il eût été plus complet avec une analyse approfondie

du rayonnement de la ville-monde que reste Londres, et plus largement des instruments de *soft power* dont dispose encore cette culture anglophone.

Accessible, agrémenté de quelques cartes et graphiques, l'ouvrage permet d'apprécier « la difficulté structurelle d'un pays qui cherche à maintenir un rôle international sans disposer des leviers impériaux du passé, ni de l'assise européenne à laquelle il a volontairement renoncé ». En somme, Londres s'est condamné à résoudre, en une période géopolitique périlleuse, une impossible quadrature des cercles.

Sébastien Maillard

LES SOCIÉTÉS DU SILENCE. L'INVISIBILITÉ DU CRIME ORGANISÉ

Jean-François Gayraud
Paris, Fayard, 2025, 448 pages

NARCOTRAFIC, LE POISON DE L'EUROPE

Mathieu Verboud et Christophe Bouquet
Paris, La Découverte, 2025,
240 pages

Deux ouvrages à tonalité sécuritaire méritent le détour car ils permettent de relier deux sociétés criminelles distinctes parmi les organisations souterraines : les narcotrafiquants et la mafia. Ces deux faces du même crime organisé ont d'ailleurs fait une première apparition, discrète, dans la *Revue nationale stratégique* parue en juillet 2025. Une bonne raison pour s'y intéresser.

Originellement masqué, le narcotrafic se fait de plus en plus visible en Europe. C'est en Hollande avec la Mocro Maffia, dont les frasques ont capté l'attention

médiatique et interpellé l'opinion, en particulier lors de l'arrestation de son chef Ridouan Taghi en 2014, que débute l'enquête menée par les auteurs-réalisateurs Mathieu Verboud et Christophe Bouquet. *Narcotrafic, le poison de l'Europe*, prolongement de deux documentaires éponymes diffusés précédemment sur Arte, en garde le rythme, celui d'une enquête aussi passionnante qu'inquiétante.

L'usage et le commerce de la drogue ne sont pas nouveaux en Europe. Les Provinces-Unies calvinistes, favorisées par la géographie et un génie maritime incarné par la Compagnie unie des Indes orientales, donnèrent naissance au capitalisme au XVII^e siècle en organisant notamment le négoce du pavot entre Amsterdam et ses différents comptoirs. Au fil du temps, et après l'imposition du monopole étatique sur l'importation et la distribution de l'or végétal en 1894, aucune tentative de régulation économique ou morale n'a enrayer au XX^e siècle cette source d'enrichissement. Seule l'explosion de la consommation et la crise sanitaire et sociale inédite qu'elle a engendrée ont poussé Amsterdam, capitale européenne de l'héroïne, à autoriser en 1976 la vente et la consommation de stupéfiants. Mais en ne souhaitant pas légiférer sur l'approvisionnement de ce commerce toujours juteux, les Pays-Bas entretiennent le narcotrafic, tout en déplorant la recrudescence et la violence des actes criminels qui l'accompagnent et s'étalent désormais au grand jour.

Si les ports de Rotterdam et d'Amsterdam demeurent au XXI^e siècle l'épicentre de la géographie mondiale des stupéfiants, la France n'est pas épargnée. Le trafic de drogue rapporterait sur notre sol un chiffre d'affaires annuel d'environ 3,5 milliards d'euros selon les auteurs. De quoi donner des ailes et de

la voix à la DZ Mafia pour défier l'État et asseoir progressivement sa présence dans l'espace public, comme le constate la Justice.

À l'opposé du bruit se situent les véritables mafias, ces froides sociétés secrètes à but criminel que Jean-François Gayraud souhaite faire parler dans *Les sociétés du silence. L'invisibilité du crime organisé*. Vingt ans après son maître-ouvrage consacré au sujet¹, réédité depuis et traduit notamment en italien, le criminologue donne à voir – et à entendre, *sic* – l'essence des organisations mafieuses, sous le rapport original du silence, ce « principe actif [...] expliquant à la fois leur puissance et leur longévité ». Avec beaucoup de style et non sans humour, les chapitres explorent tous les cercles du véritable enfer qu'est ce contre-pouvoir apparu secrètement en Sicile au XIX^e siècle sur les décombres du système féodal et régnant désormais sur tous les continents. Car comme le décrivait le juge Falcone dans ses entretiens avec Marcelle Padovani² que Gayraud nous invite à relire, la mafia, quoique parée des atours de la vertu et de la subtilité, n'est que pure violence.

Ces lectures glaçantes, jonchées d'overdoses, d'armes de guerre, de cadavres de mineurs et de juges, mais surtout de profits par millions, montrent le degré

de corruption et de dissolution progressive atteint par nos sociétés sécularisées.

Si l'État ne peut résoudre le mal-être contemporain qui encourage et recherche la consommation de drogue, il pourrait déjà arbitrer aux Pays-Bas protestants, comme le suggèrent Verboud et Bouquet, entre profit et moralité, ses deux figures tutélaires. *Quid* pour la France ? Les auteurs s'aventurent courageusement sur le plan de la moralité, ce que précisément la Hollande refuse de faire : puisque la répression des usagers comme des criminels n'enraye pas la demande et augmente l'approvisionnement, ils recommandent d'encadrer et d'accompagner la consommation. Par ailleurs, et avec Gayraud, ils recommandent d'ouvrir les yeux sur la gangrène sociale déjà causée par les sociétés criminelles secrètes ou non, dont le narcotrafic est une cause puissante.

La loi du 13 juin 2025 visant à sortir la France du piège du narcotrafic, qui fait écho aux lois anti-mafia réclamées à l'Italie par le « juge d'honneur » Falcone dès les années 1990, est certainement un premier œil français ouvert sur le spectacle alarmant de la guerre sans fin qui a déjà commencé et n'a pas fini de défrayer la chronique.

Louis-Marie Baille

1. *Le Monde des mafias*, Paris, Odile Jacob, 2005.

2. G. Falcone et M. Padovani, *Cosa Nostra. Le juge et les « hommes d'honneur »*, Paris, Éditions n° 1, 1991.

Asie

GÉOPOLITIQUE DE L'EURASIE

Michaël Levystone

Paris, Le Cavalier bleu, 2025,

216 pages

LES CHRONIQUES TADJIKES

Antoine Cibirski

Paris, Balland, 2025, 200 pages

Les ouvrages de Michaël Levystone et d'Antoine Cibirski, même si leurs contenus centre-asiatiques se recoupent en partie, sont, par leur style et leur destination, totalement divergents.

Le premier, écrit par un chercheur universitaire spécialiste de l'Asie centrale, qui y a consacré plusieurs ouvrages, est une somme élégamment rédigée et fouillée. L'auteur aborde tout d'abord le double destin de la Russie, qui « n'a eu de cesse de s'interroger sur sa place dans son espace régional », entre l'Europe et l'Asie. Il relie ce balancement au « Grand Jeu » qui a opposé, au XIX^e siècle, l'Empire russe à l'Empire britannique, ainsi qu'à la théorie du *heartland* de Halford John Mackinder.

Les débats entre l'occidentalisme et l'eurasisme, courant de pensée né parmi les intellectuels russes émigrés en Europe centrale et occidentale après la révolution de 1917, sont précisément décrits. L'auteur rappelle notamment, avec raison, l'appréciation positive que les eurasistes faisaient du « joug tataro-mongol », longue domination (XIII^e-XV^e siècles) des principautés russes par la Horde d'or, « jugée salubre pour avoir présidé à l'essor d'une Moscovie

puissante et dotée d'une culture administrative et étatique imprégnant toujours la marche politique du pays ». Ce sentiment a été remis au goût du jour par le régime de Poutine, où le suzerain mongol a été remplacé par la Chine, qui a l'avantage, à ses yeux, de ne pas se mêler des affaires intérieures de la Russie. L'eurasisme a en effet été repris par la Russie post-soviétique, alors « en plein questionnement identitaire ».

Ses tenants contemporains sont l'ethnologue soviétique Lev Goumiliou, à qui l'actuel ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a consacré une monographie, ainsi que le très impérialiste Alexandre Douguine. Cette idéologie a également inspiré Evgueni Primakov, ancien ministre des Affaires étrangères et directeur du Service des renseignements extérieurs, qui encouragea « l'asiatisation de la diplomatie russe », principalement vers la Chine et l'Inde.

L'eurasisme fonde toujours la restauration impérialiste rêvée par Poutine, qui exige « le démembrement de l'Ukraine, dont l'indépendance représente un grand danger pour la Russie ».

L'auteur décrit bien l'évolution de la pensée internationale de Poutine, passée de sa volonté de rapprochement avec les Occidentaux, parallèlement à son engagement dans « l'asiatisme » et le regain d'hégémonisme dans l'« étranger proche », à la confrontation ouverte avec l'Occident. Ce faisant, le chef de l'État russe s'est détourné de la « Grande Europe », de Lisbonne à Vladivostok, pour aboutir à la « Grande Eurasie », de Saint-Petersbourg à Shanghai.

C'est précisément dans cette aire que Moscou s'efforce de pérenniser sa présence, en premier lieu en Europe ex-soviétique, où « la vassalisation est inaccomplie ». L'auteur examine la situation

en Ukraine, envahie pour la fondre « au sein de la Russie, selon l'argument culturaliste », ainsi que celle de la Moldavie, qui « tient une politique pro-européenne avec une certaine constance depuis la fin des années 2000 ».

Le Caucase est le théâtre de « dynamiques hétéroclites » entre l'Arménie, que la Russie a privée de sa protection, l'Azerbaïdjan, dont « l'affranchissement de l'influence russe a guidé son action internationale », et enfin la Géorgie qui, sous la férule de l'oligarque Bidzina Ivanichvili, s'est détournée de l'Union européenne au profit de Moscou.

L'auteur relativise le « retour gagnant » que la Russie opère en Asie centrale, notamment au Kazakhstan, « son partenaire le plus proche ». Ce pays « multiplie les signes de défiance à partir de 2017 », excluant tout « réaligement » sur Moscou, et poursuit « son action de diversification de ses partenariats économiques et politiques ».

Au-delà de cette aire post-soviétique où son influence faiblit quelque peu, la Russie « se démène pour tâcher de dégager de nouveaux ponts de convergence politique et stratégique en Asie ». Et surtout en Chine, où toutefois elle « court le risque de ce qui pourrait apparaître comme une inféodation ». L'analyse très fine de l'influence de la Turquie ainsi que la dénonciation très opportune des masques dont se pare, telle un caméléon, la Russie (« puissance de paix, anti-impérialiste, défenseur des opprimés, fidèle aux valeurs humanistes ») sont à relever.

Les Chroniques tadjikes d'Antoine Cibirski, écrivain, essayiste et diplomate européen, se présentent comme un essai plaisant, décrivant ses rencontres avec des personnages souvent pittoresques et toujours attachants, dans des situations parfois

cocasses. L'ouvrage est émaillé de notations justes sur la situation intérieure et internationale du Tadjikistan, avec toutefois quelques erreurs, compréhensibles chez un observateur qui n'y est resté que peu de temps. Ainsi, la région antique méridionale est la Bactriane, et non pas la Bactrienne, alors que le « poète Azemi », qui n'a jamais existé, semble confondu avec Nizami Gandjavi, poète persan né dans ce qui est aujourd'hui l'Azerbaïdjan. La description des disputes frontalières entre le Tadjikistan et le Kirghizistan, au chapitre « Tu n'as rien vu à Isfara », est bien écrite.

Pierre Andrieu

Moyen-Orient et Monde arabe

FRANCE ALGÉRIE. DE 1962 À NOS JOURS. HISTOIRE D'UNE RELATION PATHOLOGIQUE

Pierre Vermeren

Paris, Tallandier, 2026, 304 pages

Longtemps ce sujet est resté tabou. Ce n'est que récemment, avec les ouvrages de l'ambassadeur Xavier Driencourt, qu'il a émergé. Rien d'étonnant qu'entre le livre de Benjamin Stora et celui de Pierre Vermeren, puis d'autres, s'écoulent plus de dix ans pour que des Français écrivent une histoire de l'Algérie – l'intervalle a appartenu à un historien britannique¹ !

1. B. Stora, *Histoire de l'Algérie. XIX^e et XX^e siècles*, Paris, La Découverte, 2012 ; P. Vermeren, *Histoire de l'Algérie contemporaine. De la Régence d'Alger au Hirak (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Nouveaux Mondes Éditions, 2024 ; J. McDougall, *A History of Algeria*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

Le sujet du livre tient dans son sous-titre : *Histoire d'une relation pathologique*. L'auteur décrit la mise en place de relations délétères et inextricables, fruits à la fois des contorsions psychologiques des pouvoirs français successifs face à des groupes de pouvoir algériens concurrents mais unis autour d'un seul consensus : fustiger la France, bouc émissaire idéal.

Il faut dire que l'on part de loin. Les accords d'Évian de 1962 – texte au statut bancal dont la seule vertu fut de mettre fin aux hostilités – seront immédiatement remis en cause par le nouveau pouvoir algérien. Il faut attendre 1968 pour signer un traité très favorable à l'immigration algérienne en France, sans guère de contreparties. Dès le départ, l'Algérie va bénéficier d'un statut extraordinaire (au sens strict) avec des conséquences de toute nature.

Ce livre aborde les facettes de cette relation : la criminalité franco-algérienne, les intérêts économiques de la *nomenklatura*, le quadrillage de la communauté binationale par les services algériens, le rôle politique de la Grande Mosquée de Paris (représentante informelle des intérêts d'Alger), etc.

Le rapport de la classe politique française à l'Algérie n'a rien arrangé. Entre les nostalgiques de l'Algérie française, la gauche voulant construire une coopération exemplaire tiers-mondiste, acceptant tout du régime en contrepartie, les défenseurs des harkis, les anti-immigration et les adeptes de la culpabilité intrinsèque de l'ex-colonisateur, le pouvoir algérien s'engouffra avec efficacité dans toutes les brèches jusqu'à tenter de peser sur les élections présidentielles françaises.

À partir de Mitterrand, les présidents français ont couru après l'Algérie.

L'obsession d'une relation privilégiée les anima tous. Chirac, Sarkozy et surtout Emmanuel Macron y consacreront de considérables efforts (concessions) – toujours sans succès. La période actuelle est la plus caricaturale : aucun gouvernement n'a été aussi bien disposé envers Alger ; jamais les avanies n'ont été aussi violentes de l'autre côté.

Pierre Vermeren décrit une relation sans doute unique au monde, faite d'imbrications multiples et, quoi qu'en disent certains, qui est bien devenue une question de politique intérieure dans chaque pays.

La suggestion finale de l'auteur est la « normalisation ». Pour sortir d'une situation délétère, Paris doit admettre qu'Alger rejette toute relation apaisée, et tout remettre à plat.

On pourra relever ici ou là quelques schématisations (le texte élude les fortes divergences entre les parties gouvernantes françaises pour soutenir ou non Alger pendant la guerre civile), mais ce livre est un jalon indispensable pour comprendre la relation entre les deux pays, quel que soit son devenir.

Jean-François Daguzan

THE LONG WAR OF IDEAS: AMERICAN PUBLIC DIPLOMACY IN ARABIC AFTER 9/11

Nathaniel Greenberg
New York, Columbia University
Press, 2026, 352 pages

« Avant le 11 Septembre, il s'agissait de faire la paix... Après le 11 Septembre, il s'agissait de faire la guerre. » Des milliards de dollars ont été injectés dans

une stratégie d'influence à l'échelle du monde arabe, marquant le début d'un investissement américain massif dans des initiatives de *soft power*. Si le gouvernement américain a déployé une panoplie d'outils – radio, magazines, projets de traduction littéraire... –, ces efforts ont souvent produit des réactions hostiles au sein des populations locales, car le Pentagone (le militaire) avait pris le pas sur le département d'État (la diplomatie) dans la gestion de l'information et de la communication. La propagande est devenue tactique et agressive.

Greenberg critique les dérives de ce système, notamment le programme *Human Terrain System* qui a lamentablement échoué car les experts envoyés ne maîtrisaient ni les dialectes ni la culture locale.

L'administration américaine a également sous-traité la communication à des entités privées, donnant naissance au tentaculaire Iraqi Media Network. Des initiatives ont cherché à briser le monopole de chaînes arabes comme Al-Jazeera, mais elles ont été affaiblies par des pratiques d'embauche népotiques et des objectifs éditoriaux plus que discutables. Des entités à but non lucratif ont produit des émissions de télé-réalité diffusées sur des chaînes de premier plan, qui cherchaient à contourner le rejet systématique de la propagande officielle en projetant une vision idyllique des valeurs néolibérales occidentales. Greenberg montre bien que ces formats superficiels reprenaient les schémas de la guerre froide, en misant sur l'émotion et la persuasion plus que sur l'analyse critique et la conviction.

En réalité, la mutation numérique de la diplomatie américaine dans la région ne s'est faite que sous la pression de la propagande d'Al-Qaïda et de l'État islamique. Pour « reprendre internet », le

Pentagone a dû collaborer avec la Silicon Valley et Hollywood, tandis que le département d'État a créé le Center for Strategic Counterterrorism Communications, dont la mission était de répondre aux djihadistes sur les réseaux sociaux en soulignant leur hypocrisie.

Toutes ces dérives ont atteint leur paroxysme lors des printemps arabes : la Russie a massivement instrumentalisé les médias arabes par des campagnes de désinformation sophistiquées, projetant une image apocalyptique de la démocratie américaine pour légitimer le soutien aux gouvernements autoritaires. En réaction, les États-Unis ont créé le Global Engagement Center, mais celui-ci s'est révélé incapable de répondre efficacement à cette guerre asymétrique.

En dépit des milliards de dollars investis, la stratégie américaine s'est souvent avérée incohérente et inefficace. Greenberg soutient qu'à l'avenir les guerres numériques et l'Intelligence artificielle ne parviendront pas à remplacer le cœur de la diplomatie publique, à savoir les véritables « relations interpersonnelles » et la construction de « ponts humains ».

Cette contribution majeure à l'étude du *soft power* des États-Unis après le 11 Septembre révèle les failles structurelles de la politique étrangère américaine à l'ère du numérique, et rappelle que l'obsession américaine pour les solutions technologiques n'a pas permis de pallier le travail de fond de la diplomatie traditionnelle. Car le temps long de la guerre des idées n'est pas réductible aux éphémères campagnes d'influence.

Mathieu Guidère

Russie

RUSSIE-UKRAÏNE : LA GUERRE HYBRIDE. AUX RACINES AGRICOLES D'UN BOULEVERSEMENT MONDIAL

Sébastien Abis, Arthur Portier
et Thierry Pouch
Paris, Armand Collin, 2026,
192 pages

Sébastien Abis (directeur du Club Demeter), Arthur Portier (analyste des marchés agricoles chez Argus Media) et Thierry Pouch (économiste aux Chambres d'agriculture de France), trois auteurs qui connaissent intimement les questions agricoles et alimentaires, formulent un pari simple : on ne peut comprendre la guerre russo-ukrainienne en ignorant sa dimension agricole, trop souvent reléguée à l'arrière-plan des analyses stratégiques. *Russie-Ukraine : la guerre hybride* ne propose pas une histoire du conflit assortie d'un chapitre agricole, mais une lecture de la guerre par les grains, les engrais, les silos et les routes d'exportation.

Le livre vaut d'abord par cette focale, encore trop peu explorée en dehors des cercles agricoles, et par sa synthèse efficace. La trajectoire d'un réarmement méthodique de l'agriculture russe depuis le début du siècle, la centralité et la vulnérabilité de la mer Noire au sein de la mondialisation agricole, la diplomatie céréalière de Moscou, y sont restituées avec clarté. Organisé selon une logique chronologique, l'ouvrage mêle des temporalités diverses pour ancrer la dimension agricole du conflit dans le temps long. Ainsi les auteurs proposent-ils, en troisième partie, des

scénarios prospectifs contrastés à l'horizon 2050, qui ajoutent une ouverture utile. Le huitième chapitre, en particulier, relatif à l'entrée future de l'Ukraine dans l'Union européenne et à ses conséquences agricoles, est remarquable.

Au rang des quelques réserves, la deuxième partie annonce des « insécurités alimentaires en cascade » mais tient assez peu cette promesse. Les situations des grands pays les plus dépendants des importations de grains sont peu recontextualisées, et l'insécurité alimentaire mondiale générée ou amplifiée par le conflit reste finalement assez peu documentée. La présence russe en Afrique, en particulier, est saisie principalement par l'alignement diplomatique et l'évolution des votes des pays africains à l'Organisation des Nations unies, laissant de côté un caractère protéiforme qui fait pourtant la profondeur politique de la pénétration de Moscou sur le continent. En outre, si la politique russe d'arsenalisation des matières premières agricoles (engrais compris, l'analyse rappelant à juste titre la centralité de la Russie sur ces marchés) et ses objectifs sont très clairement explicités par les auteurs, les limites de cette stratégie sont peu discutées. La contradiction au cœur de la posture de Moscou, prétendant à la fois être garante de la sécurité alimentaire tout en étant à la source des disruptions causées par le conflit, a pourtant été remarquée par certains partenaires africains. Cette tension a par ailleurs pesé de manière latente tout au long de l'existence de l'initiative céréalière de la mer Noire, ce corridor maritime d'exportation des grains dont les auteurs montrent bien comment il a été, lui aussi, instrumentalisé par le Kremlin.

Ces réserves n'enlèvent rien à l'utilité d'un essai accessible et bien informé,

qui propose une lecture originale plaçant l'agriculture et l'alimentation comme clés du conflit. Le lecteur non spécialiste y trouvera une porte d'entrée solide vers la dimension agricole des

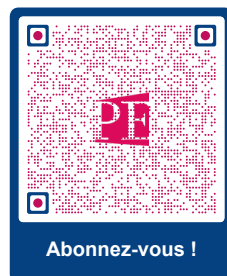
rapports de puissance contemporains ; le spécialiste, une synthèse maîtrisée et très bien documentée.

Jérémy Denieulle

politique étrangère

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement
sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only



TARIFS 2026

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Professionnels	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €		
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €		

TOTAL DE VOTRE COMMANDE €

FRAIS DE PORT 3,00 € pour une commande < à 35 €
(achat au n° seulement) 0,01 € pour une commande > à 35 € €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. +33(0)1 41 23 67 21 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville :Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

☐ Par chèque à la commande

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

☐ À réception de facture (institutions uniquement)

☐ Par mandat administratif (institutions uniquement)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au +33(0)1 41 23 67 21

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>



ARMAND COLIN